

l'opinion publique thaïe, s'adaptant à bien autre chose qu'à la présence militaire américaine, a rapidement dépassé ces dernières années, comme expression du sentiment populaire, toute autre nation de l'Asie du Sud Est et peut-être de toute l'Asie.

Le processus de démocratisation, encouragé d'abord secrètement et ensuite ouvertement par le roi Bhumiphol Adulyadej, a atteint un point culminant, le 14 octobre 1973, lorsque des milliers d'étudiants réussirent par leurs manifestations à renverser le gouvernement militaire du pays. Cet événement ahurissant, suivi de l'instauration d'un gouvernement civil et d'une constitution démocratique, représentait aussi une sorte de sommet de l'histoire thaïe. Une personne bien informée me confiait à Bangkok au début de 1974: «Ce fut comme une naissance prématurée; nous attendions certes l'événement, mais il s'est produit plus tôt qu'on ne l'avait prévu.»

Tendance à la dictature ailleurs

Ce changement est survenu au moment où les pays non communistes de l'Asie penchaient vers la dictature, où l'on croyait généralement que la Thaïlande serait le théâtre de la prochaine confrontation militaire en Asie du Sud Est (après le Vietnam), et où la Chine et le Japon tentaient d'améliorer leurs relations avec les petites nations asiatiques.

La tendance politique n'a pas changé en Asie, de sorte que la nouvelle démocratie Thaïe s'expose à un avenir troublé. N'empêche que, un an après la disparition du gouvernement populaire aux Philippines, ancienne colonie américaine, la Thaïlande y devenait la seule nation à se consacrer activement au progrès de l'idéal démocratique.

Son absence de passé colonial rend la Thaïlande plus attrayante comme modèle aux mouvements de protestation en Indonésie, en Corée du Sud, aux Philippines et dans d'autres pays qui cherchent à se libérer de régimes autoritaires. Ce qui s'est passé dans les rues de Bangkok prouve que les militaires, du moins pour la plupart, ne fusillent pas nécessairement les étudiants qui réclament un changement.

Rien n'exclut la possibilité d'un conflit militaire et d'une confrontation des grandes puissances en Thaïlande, car si le courant d'insurrection à tendance communiste ne s'est pas amplifié depuis la fin d'un gouvernement militaire qui a duré 16 ans, il n'a pas diminué non plus. Toutefois, les risques d'intervention par la Chine, le Nord-Vietnam ou l'Union soviétique en faveur des quelque 7,000 rebelles armés en Thaïlande du Nord, du Nord-Est et du Sud ont diminué, ainsi que la pro-

babilité de voir les forces américaines se porter à la défense du gouvernement de Bangkok.

L'exil des dirigeants militaires de la Thaïlande a peut-être plus contribué à la paix et à la sécurité futures de l'Asie du Sud-Est que les accords signés plus tôt en 1973 avec le Sud Vietnam et le Laos. N'eut été le changement de gouvernement en Thaïlande, il aurait été plus difficile de donner suite, en avril 1974, à l'accord instaurant un nouveau gouvernement de coalition au Laos. Bien que les hostilités se poursuivent toujours au Vietnam et au Cambodge, l'aviation militaire des États-Unis basée en Thaïlande est moins susceptible d'intervenir de nouveau dans ces conflits.

Dans le cadre général de l'Asie, les événements de Thaïlande fournissent aux dirigeants chinois et japonais l'occasion d'en arriver à un *modus vivendi* avec les pays en voie de développement de l'Asie du Sud-Est, orienté vers la création d'un nouveau régime rationnel et coopératif en Asie et dans le Pacifique.

Engagement chinois

Le premier ministre Chou En-lai a déclaré privément au nouveau gouvernement que Pékin n'appuierait pas directement les insurgés thaïs et qu'il ne s'opposerait pas catégoriquement à la présence des bases américaines en Thaïlande. Cette attitude va de pair avec les efforts déployés par la Chine pour endiguer coûte que coûte la puissance soviétique et se ménager des zones-tampons au Laos et au Cambodge. Par ailleurs, les Japonais éclairés, dont le premier ministre Kakuei Tanaka, savent qu'il importe d'apaiser le ressentiment engendré en Asie du Sud-Est par le déséquilibre des balances de paiements et l'exploitation commerciale. A l'instar de Chou En-lai et d'autres Chinois, ils voient dans l'avènement d'un régime plus libéral en Thaïlande l'occasion de manifester leur désir de collaborer de façon constructive avec les pays du Sud-Est asiatique.

C'est beaucoup dire pour la Thaïlande, même en admettant qu'elle soit la plaque tournante de l'Asie du Sud-Est. Voilà donc que, de tous les Asiatiques, les Thaïs épïcuriens se présentent tout à coup comme modèle démocratique. Ce pays de 40 millions d'habitants fait subitement volte-face: au lieu de jouer le rôle de base avancée des États-Unis en Asie du Sud Est, il offre à la Chine sa meilleure voie d'accès à la région. Et cette nation qui comptait parmi les plus conservatrices de l'Asie devient, du jour au lendemain, le précurseur d'une ère nouvelle en Asie et dans le Pacifique!